

Le G20 a renforcé le couple franco-allemand

L'Allemagne et la France ont pesé pour une meilleure supervision des fonds spéculatifs, alors que les États-Unis en ont besoin pour épurer les actifs toxiques des banques

Un des résultats collatéraux du sommet du G20 de Londres a été de renforcer le couple franco-allemand et d'en vérifier son efficacité dans la négociation. C'était hier la conclusion que tiraient du sommet de jeudi dernier, deux économistes français éminents, l'inspecteur général des finances Paul Mentré et Christian Stoffaës, qui coprésident le Conseil d'analyse économique franco-allemand. «*La convergence des deux pays a permis d'influencer les résultats du G20. La régulation financière demandée conjointement par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel a été obtenue. Ce n'était pas évident, notamment concernant une réforme des normes comptables*», relève Paul Mentré.

Au G20 de Londres, Français et Allemands ont également insisté pour qu'aucune relance économique supplémentaire ne soit annoncée. Le chiffre de 5 000 milliards de dollars (3 800 milliards d'euros) repris par le premier

ministre britannique Gordon Brown n'était que la somme des plans existants. «*L'Allemagne entend veiller à ne pas creuser encore les déficits publics. La France s'est pliée à cette volonté*», explique Paul Mentré. Pour cette année, le déficit budgétaire français est attendu à 6 %, alors que celui de l'Allemagne ne serait que de 3 % malgré un plan de relance qui représente 2 % de son PIB. L'esprit de Londres se résume dans une volonté d'étendre la régulation à tous

Un « coup de pied dans la fourmilière des paradis fiscaux a été donné », estime l'économiste Christian Stoffaës.

les marchés, notamment les produits dérivés, et à tous les territoires, notamment les paradis fiscaux. Jeudi dernier, un «*coup de pied dans la fourmilière des paradis fiscaux a été donné*» dans ces arrière-cours de Wall Street, de la City de Londres et de la place financière de Zurich, note Christian Stoffaës. «*Mais la liste publiée comporte bien des nuances. Ceci dit, les paradis fiscaux ne sont pas les premiers coupables de la crise actuelle. Simplement, ils sont devenus une cible pour la fureur populaire.*»

Cette «*fureur*» se cristallise en France sur les rémunérations des dirigeants et aux États-Unis sur l'argent du contribuable utilisé pour renflouer des établissements financiers. C'est ce mécontentement, relayé aux États-Unis par le Congrès, qui explique, selon Paul Mentré, le montage utilisé pour tenter d'isoler les actifs toxiques toujours détenus par les banques américaines. «*Le secrétaire au Trésor Timothy Geithner ne veut pas avoir à demander de l'argent au Congrès, où le climat est hostile face aux bonus et au sauvetage de l'assureur AIG. Il a donc élaboré un plan compliqué fondé sur un partenariat public-privé, en faisant appel notamment aux capitaux des fonds spéculatifs*», explique Paul Mentré.

Cela peut conduire à un conflit d'intérêts. D'un côté, on demande à ces fonds de se porter au secours des banques. De l'autre, on s'applique à les réglementer, comme demandé par le G20. «*Le système mis en place par Timothy Geithner ne peut marcher que si les fonds spéculatifs acceptent de prendre des risques. Cela au moment où l'administration s'est engagée à les réglementer*», relève Paul Mentré. Elle pourrait être tentée de ne développer qu'un «*code de bonne conduite*» au lieu d'une «*obligation*» réglementaire.

PIERRE GOCHE